

19 sept.
2014

empowerment

PARTICIPATION,

ACTIVATION

**DES CONCEPTS
AUX PRATIQUES
D'INTERVENTION
SOCIALE**

journée d'étude

organisée par

Le Centre de recherche
interinstitutionnel sur la
transformation et l'intervention
sociales (CRITIS)

Le laboratoire Communication
organisation – ressources
humaines – intervention
sociale (CORHIS)

Contexte

En France, depuis les émeutes urbaines de 2005, nous assistons de la part des professionnels de l'intervention sociale impliqués dans la politique de la ville à un véritable engouement pour le concept d'empowerment. En effet, dans un ouvrage récent très remarqué sur cette notion généralement traduite en français par la notion de « pouvoir d'agir », Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener indiquent que ce concept polysémique venu des Etats-Unis a émergé dans les débats publics en France dans les années 2000. Pour Thomas Kirszbaum (2013), « instruits sur les pratiques nord-américaines de développement urbain et social par des travaux français, ces professionnels se sont emparés avec ferveur de cette notion riche de promesses pour transformer le rapport des institutions avec les populations marginalisées des villes. » Plébiscitant une approche bottom up (du bas vers le haut) plutôt que top down (du haut vers le bas) pour transformer la politique de la ville, Jacques Donzelot (2012) observe ainsi avec intérêt l'aspiration actuelle de professionnels sociaux de renouveler leurs pratiques et « leurs métiers de façon à accompagner les luttes (des habitants) en se dotant d'une capacité organisationnelle qui ne faisait pas vraiment partie de leur bagage jusqu'à présent. » Donzelot appelle de ses vœux une mutation des conduites professionnelles des intervenants sociaux qui, dorénavant, comme le revendique le collectif « Pouvoir d'agir » doivent « promouvoir le collectif comme support de la mobilité individuelle ».

Mais au-delà de la politique de la ville, c'est l'ensemble du champ social qui est aujourd'hui concerné par les concepts d'empowerment (capacitation, empouvoirement...) et de « participation ». En effet, comme le souligne Maryse Bresson (2014), le concept de participation, dans l'objectif de « mettre en œuvre l'idéal démocratique et le principe d'égalité des citoyens » inspire, aujourd'hui, de nombreux textes de lois dans le domaine des politiques sociales. Les prérogatives législatives initiées au début des années 1980 et réaffirmées au cours des années 2000 (lois de 2002 et de 2007) soulignent toute l'importance de démocratiser les pratiques en travail social. Dans cette perspective, Bacqué et Biewener (2013) remarquent qu'en Amérique, au sein de l'intervention sociale, « l'empowerment est utilisé par des professionnel(le)s dès la fin des années 1970 pour reconfigurer des pratiques ou comme nouveau paradigme ; il représente l'une des premières théorisations et systématisations de la notion et illustre la façon dont elle est instrumentalisée dans le temps pour devenir une technique du travail social. »

Pour autant, elles notent également que même si différents promoteurs de la notion d'empowerment utilisent le même vocabulaire, ils se différencient idéologiquement entre des modèles « radical », « libéral » et « néo-libéral ». Dans la pratique, au-delà des discours convenus sur la nécessité de faire « participer » les usagers du champ social et médico-social, comment se traduit l'incitation au développement d'un « modèle d'implication » des usagers ? Cette transformation entraîne-t-elle des changements dans les représentations et les pratiques professionnelles des intervenants sociaux et des usagers ? Existe-t-il des écarts entre l'appel à la « démocratisation » des pratiques d'intervention sociale, notamment caractérisée dans le cadre de la protection de l'enfance par la nécessité de mettre en œuvre « une posture favorisant une dynamique d'implication et de participation des enfants et de leurs familles » et les possibilités effectives offertes aux intervenants sociaux d'intégrer cette dynamique dans leurs pratiques ? En effet, depuis plusieurs années, le champ social étant confronté à la rationalisation et à l'emprise croissante de logiques « gestionnaires », comment les travailleurs sociaux arrivent-ils, cependant, à composer avec cette contrainte pour favoriser l'implication des usagers dans les modes d'intervention sociale ? Comment démocratiser le champ social sans pour autant produire et institutionnaliser une « idéologie de la participation » détachée d'une perspective de transformation sociale ? La revendication de plus en plus d'intervenants sociaux de développer le pouvoir d'agir de leurs usagers ne risque-t-elle pas de devenir un nouveau conformisme au sein du travail social sans pour autant transformer les pratiques et les logiques de domination en œuvre dans ce champ ?

Lors de cette journée, il s'agit de répondre à ces questions, de faire l'état des lieux de différents concepts (empowerment, participation, community organizing, développement communautaire...) mais aussi de proposer des pistes d'amélioration pour démocratiser l'action sociale.



programme

9h00 | Accueil

9h30 | Ouverture de la conférence

- **François Sentis**, Administrateur délégué du CRITIS, directeur général de l'IRTS Paca-Corse
- **Yves Gilbert**, Professeur de sociologie (UPVD-CORHIS)

10h | Conférence introductive

Empowerment, participation, activation, community organizing... de quoi parle-t-on ?

- **Manuel Boucher**, Sociologue, directeur du CRITIS

10h30 | L'empowerment dans l'action sociale et médico-sociale

Animateur : Jacques Fraisse, Directeur général de l'IRTS-LR (CORHIS-CRITIS)

La participation des professionnels comme préalable à celle des professionnels : l'exemple d'un Foyer d'accueil médicalisé (FAM)

- **Stéphane Martin**, Educateur spécialisé/Master 2 « Pratiques réflexives de l'intervention sociale (PRIS) »

Participation et temporalité dans les établissements médico-sociaux

- **Marina Thibert et François Mayor**, CAFERUIS/Master 2 « PRIS »

Le placement à domicile, une opportunité pour soutenir la participation des familles

- **Agathe Petit**, Anthropologue, chargée de recherche à l'IRTS Paca-Corse (CRITIS)

11h45 | Débat

12h | Pause déjeuner

13h30 | La participation dans le développement social local

Animatrice : Cathy Bousquet, Responsable du pôle des formations sociales IRTS-LR (CORHIS)

Postures et méthodes de la coopération dans les associations

- **Anne-Marie Alcoléa-Bureth**, Maitresse de conférences en économie (UPVD - CORHIS)

La coopération entre les habitants, les élus et les professionnels dans un projet de développement social

- **Brigitte Baldelli**, Sociologue, chargée de recherche à l'IRTS-LR (CRITIS-CORHIS)
- **Elsa Piou-Illasi**, Politiste, coordinatrice du Pôle ressource développement social (IRTS-LR-CORHIS)

L'évaluation participative en milieu communautaire

- **Anna Planas**, Professeure-chercheuse en pédagogie à l'Université de Gérone, Espagne

14h45 | Débat

15h00 | L'activation des usagers dans l'intervention sociale

Animateur : François Sentis, Directeur général de l'IRTS Paca-Corse (CRITIS)

Les pratiques des professionnels de la protection de l'enfance en matière de participation des usagers

- **Marie-Laure Pouchadon**, Sociologue, chargée de recherche et d'enseignement à l'IRTS Aquitaine (CRITIS)

La participation des allocataires du RSA : l'activation de « soldats sans munition » ?

- **Manuel Boucher**, Sociologue, directeur scientifique du Laboratoire d'étude et de recherche sociales (LERS-IDS-CRITIS)

Division du travail social et mobilisation d'acteurs faibles :

le cas de migrants « Roms »

- **Mohamed Belqasmi**, Sociologue, attaché de recherche (LERS-IDS-CRITIS)

16h15 | Débat

16h30 | Conférence

Ethnographies des pratiques participatives : une comparaison Etats-Unis/France

- **Julien Talpin**, Politiste, chargé de recherche au CNRS, CERRAPS

17h | Clôture de la journée d'étude

La conférence se tiendra au Pôle des formations sanitaires et sociales
Amphi, site Percier
1 rue Ch. Percier
66000 Perpignan

Plan d'accès sur :
www.irts-lr.fr

Inscription obligatoire jusqu'au 10 septembre 2014
auprès de
Claire Bonnard
Par tél. : 02 32 83 25 51
par mail :
claire.bonnard@ids.fr

par courrier à :
CRITIS-ACOFIS
IDS
BP 118 - Route de Duclair
76380 Canteleu (Rouen)

Jour du colloque, IRTS
Languedoc-Roussillon
site de Perpignan :
Tél. : 06 82 07 69 94